



Le 19 juillet 2001, sur une route de la région de la Sierra Madre del Sur, Raul Gatica était victime d'un deuxième attentat en 18 mois. Il travaille pour le Conseil populaire indigène Ricardo Flores Magón, qui regroupe 180 communautés autochtones du sud-ouest de l'État d'Oaxaca.

LA LOI INDIGÈNE

UNE TORPILLE CONTRE LA PAIX

PAR DENISE PROULX

Les Indigènes portent leur cause en Cour suprême du Mexique. Sur le terrain, ils doivent résister à l'armée et aux paramilitaires.

Députés et sénateurs du PRI et du PAN membres du Congrès mexicain disent n'être pas responsables de la paix et du climat de confrontation dans les États méridionaux du Mexique à prédominance indigène (Chiapas, Oaxaca, Guerrero). «Ce sont des pantins», accuse le gouverneur de l'État d'Oaxaca, José Murat, qui contestera la constitutionnalité de la Loi des Indigènes devant la Cour suprême, appuyé en cela par son homologue du Chiapas, Pablo Salazar Mendiguchia. Ces deux gouverneurs appartiennent pourtant eux-mêmes au PRI. Des centaines de municipalités appuient la contestation devant les tribunaux. Le Parti de la révolution démocratique (PRD), la direction régionale de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Confédération des évêques du Mexique font de même. «C'est une loi inconstitutionnelle», dénonce Aldo Gonzalez Rojas, leader de la communauté zapotèque de Guelatao, dans l'État d'Oaxa-

ca, où se rencontraient récemment les opposants à la nouvelle loi.

Mgr Samuel Ruiz, l'initiateur du processus de paix au Chiapas, croit que la nouvelle Loi des Indigènes «va torpiller tout espoir de conserver la paix qui existait depuis un an et demi. Elle risque de remettre le Chiapas dans un autre conflit armé».

Sur le terrain, les zapatistes du Chiapas se plaignent du harcèlement des militaires et des paramilitaires. Des paysans sont menacés de mort, ont vu leurs

maisons détruites, leurs troupeaux abattus, ont subi des assauts.

Depuis décembre 1996, l'armée mexicaine occupe la région de Loxicha, dans la Sierra Madre del Sur (Oaxaca). Après une descente de l'armée dans la *rancheria* de *La Conchada* (300 habitants), Donaciana Antonio a perdu ses frères, arrêtés comme des dizaines d'autres paysans. Donaciana, à 25 ans, seule à parler espagnol dans sa communauté, a abandonné ses deux en-

fants pour partir à la recherche des prisonniers et leur venir en aide. Elle forme, avec des paysans, une caravane pour leur apporter de la nourriture en prison. Le 21 mars 1997, au moment où le groupe décharge les victuailles, il est attaqué par des guérilleros. Un mort, trois blessés graves.

Donaciana a retrouvé ses frères le 25 octobre 2000. «Au début, nous nous sommes battus contre les caciques. Aujourd'hui, le gouvernement mexicain met en place un programme pour que nos gens aillent travailler ailleurs. Maintenant, nous savons que nos terres renferment d'énormes ressources minières, surtout au nord, dans le secteur de Zaniza», dit Donaciana Antonio.

Nestora Ramirez avait 17 ans et venait d'entrer à l'université quand l'armée a emmené son père. Du jour au lendemain, elle s'est retrouvée chargée de famille. «Les problèmes n'ont pas attendu que nous vieillissions. Il a fallu nous impliquer. Nous savions que nous devrions nous battre lorsque nous serions vieux. Vaut mieux commencer aujourd'hui», raconte la militante de *Pueblos Contra la Represion y Militarizacion de la Region Loxicha*.

L'armée s'est installée à Ixtlan de Juarez il y a un an et demi. Motifs : troubles croissants dans les communautés, où des caciques se sont imposés après avoir obtenu de l'État un permis pour s'établir sur les terres indigènes. Les caciques achètent des terres communales et exploitent les ressources de la forêt. La plupart emploient des paramilitaires, veulent contrôler les communautés et cherchent à imposer des gens à leur solde dans les assemblées communales.

«Aujourd'hui, nous savons que nos terres renferment d'énormes ressources minières.»

Miguel Perez, président d'une coopérative de taxis, pense que le gouvernement soutient ceux qui fomentent des troubles : «Le gouvernement dit vouloir établir un programme de développement dans nos communautés. Mais je crois que c'est pour défaire nos organisations. Car le gouvernement n'aime pas nous voir grandir par nous-mêmes. Nous n'avons plus la liberté d'organisation selon nos valeurs. Nous sommes manipulés.» ■